



D.D.T.E.F.P.



Communauté Européenne
Fond Social Européen

idapmail

Actualités des services à la personne

N° 15 – 17 octobre 2007

▪ Actualité

- ✚ Les prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics non fragiles ne bénéficieront plus d'exonérations spécifiques en 2010. Jusqu'à cette date, les rémunérations de leurs salariés seront exonérées de cotisations patronales de Sécurité sociale selon un barème dégressif (Code de la Sécurité sociale, art. L.214-10).
- ✚ Emission du 03 octobre 2007 sur France 5 / « C'est notre affaire » (Carole Gaessler), principalement consacrée aux services à la personne, avec Jacques Manardo, Président de la FESP (Fédération des Entreprises de Services à la Personne).
<http://www.france5.fr/c-notre-affaire/index-fr.php?page=émission&émission=1109>

Vidéo :

http://www.france5.fr/STATIC/video/index-fr.php?titre=C%27est+notre+affaire+%3A+Cette+semaine%26nbsp%3B%3A+Services+%E0+la+personne%2C+les+Fran%EFais+s%26%238217%3B+mettent%26nbsp%3B%21&url=mms://a533.v55778.c5577.e.vm.akamaistream.net/7/533/5577/42c40fe4/lacinq.download.akamai.com/5577/internet/cnotreaffaire/cnotreaffaire_20070926.wmv§ion=programmes_cnotreaffaire&rubrique=video&habillage=cnotreaffaire

▪ Publications

- « La France associative en mouvement ».- BAZIN, Cécile et MALET, Jacques.- CerPhi, 5ème édition.- Octobre 2007
Le lecteur trouvera ainsi le bilan tout récent des créations d'associations de l'année 2006-2007 : certes un nouveau record, mais sans doute avec des risques d'encombrement que l'on ressent déjà ici ou là, avec des concurrences préjudiciables, notamment pour partager la ressource humaine bénévole et les moyens financiers que peuvent octroyer les collectivités publiques.

- « Les contrats d'aide à l'emploi du plan de cohésion sociale en 2006 : forte hausse des embauches ».- Premières Informations et Premières Synthèses n° 41.2.- DARES, octobre 2007.- 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.
En 2006, 358 000 personnes ont accédé à un emploi grâce à un contrat d'aide du plan de cohésion sociale, contre 247 000 en 2005 : dans le secteur non marchand via le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) ou le contrat d'avenir, dans le secteur marchand via le contrat initiative emploi (CIE) ou le contrat insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA).
<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/2007.10-41.2.pdf>
- « 20 ans d'aide sociale dans les finances des départements ».- Direction des études de Dexia Crédit Local, Assemblée des Départements de France, SFL Forum.- Octobre 2007
L'aide sociale reste un sujet fondamental pour les départements. Les dépenses d'aide sociale pèsent aujourd'hui 50% de l'ensemble des recettes de fonctionnement des départements ; de 2001 à 2006 elles ont été multipliées par deux ; les dépenses d'aide sociale s'étagent de 240 à 800 euros par habitant d'un département à l'autre.
http://www.dexia-creditlocal.fr/docs/fichiers/137882220ansAideSociale_Dexia_ADF_Internet.pdf
- « Les disparités départementales en matière d'aide sociale ».- Etudes et résultats n° 602.- MAUGUIN, Jocelyne.- DREES, octobre 2007.- ISSN 1146-9129 - CPPAP 0506 B 05791
Cette étude souligne l'insuffisance de cohérence dans le traitement de l'aide sociale entre les départements, à l'instar des bénéficiaires du RMI. L'explication se trouve dans le fait que les allocataires se cantonnent dans les départements les plus pauvres.
<http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er602/er602.pdf>
- « L'impact de l'allongement de la durée de vie sur les systèmes d'aides et de soins », avis.- COQUILLION, Michel.- Conseil Economique et Social, 3 octobre 2007.- NOR : C.E.S. X07000118V
Le présent avis traite de l'impact de l'allongement de la durée de vie sur les systèmes d'aides et de soins. Les secteurs de la santé et de l'accompagnement social des personnes âgées figurent parmi ceux qui seront les plus touchés car l'allongement de la durée de la vie s'accompagnera d'une augmentation de la part des personnes âgées dans la population globale et du nombre de personnes âgées dépendantes. C'est la raison pour laquelle l'allongement de la durée de la vie est un défi pour les systèmes d'aides et de soins.
<http://www.ces.fr/rapport/docton/07100318.pdf>
- « L'accompagnement des allocataires du RMI dans leur parcours d'insertion.- Etudes et résultats n° 599.- PLA, Anne.- DREES, septembre 2007.- ISSN 1146-9129 - CPPAP 0506 B 05791
À partir d'une enquête menée en 2006, cette étude examine la diversité des modes d'accompagnement dont bénéficient les allocataires du RMI. Le dispositif d'accompagnement est mobilisé pour les trois quarts des allocataires : 60 % des allocataires sont suivis par un référent, 44 % ont signé un contrat d'insertion et 40 % ont participé à des actions d'insertion.
<http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er599/er599.pdf>

■ Législation

- Circulaire CNAV n° 2007-55 du 31 juillet 2007 sur la revalorisation par la CNAV du montant des participations horaires nationales de l'aide ménagère à domicile pour les heures effectuées à compter du 1er janvier 2007.
<https://www.partenairesaction sociale.fr/pls/portal/docs/PAGE/GAAD_GRP_NAT/GAAD_PAGE_R EGLEM/GAAD_PAGE_TEXT_NAT/CIRCULAIRE_CNAV_2007-55_DU_31_07_2007.PDF>
- Décret n° 2007-1396 du 28 septembre 2007 relatif aux aides à la création d'entreprise et modifiant le code du travail
<http://www.legifrance.gouv.fr/imagesJOE/2007/0929/joe_20070929_0226_0021.pdf>
- Décret n° 2007-1436 du 4 octobre 2007 supprimant les comités de liaison et de coordination des services sociaux et modifiant le code de l'action sociale et des familles, J.O n° 232 du 6 octobre 2007, page 16426, texte n° 28
<http://www.legifrance.gouv.fr/imagesJOE/2007/1006/joe_20071006_0232_0028.pdf>
- Arrêt n° 06-40039 de la Cour de Cassation du 26 septembre 2007
La Cour confirme la nullité du licenciement fondé, même partiellement, sur la dénonciation de faits de maltraitance, opérée par le salarié.
<<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/Visu?cid=155175&indice=1&table=CASS&ligneDeb=1>>

■ Revue de Presse

- « Aides et soins à domicile : la qualité fera la différence », LAMPERT Stéphanie, La Gazette Santé Social n° 34, octobre 2007, pp. 20-27, ISSN 1769-0552

« Boom », « explosion », révolution ». Les observateurs n'ont pas de mots assez forts pour décrire l'incontestable essor du secteur des services à la personne depuis deux ans...

Voir l'article sur www.idap.org, dans la rubrique IDAP / Revue de presse / France

■ Rendez-vous

- ✓ 12 octobre 2007

Présentation du Centre Ressources IDSAP Bastia à l'Association Corse Aide à la Personne

Le Centre de Ressources Bastia a rencontré l'Association Corse Aide à la Personne à Corte le 12 octobre 2007. L'objectif de la rencontre était de présenter la globalité des services à la personne et les formations existantes dans le secteur.

✓ 19 octobre 2007

Présentation du Centre Ressources Martinique, avec la participation de l'IDAP

L'IDAP sera partie prenante à la présentation du Centre Ressources Martinique, lors des rencontres des acteurs locaux dans le cadre du programme d'initiative communautaire Equal Proxi'Nord.

Contact : Tel : 05 96 42 12 28

✓ 23 octobre 2007

Colloque national sur les services à la personne à Dijon (21)

Dans le cadre de la Première semaine de l'économie sociale et solidaire en Bourgogne (du 22 au 27 octobre 2007), la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Bourgogne (CRESS) et la CNCRES (Conférence Nationale des CRES) organisent un colloque national sur le thème : « Deux ans après la loi Borloo : les services à la personne. La contribution de l'Economie Sociale et Solidaire ».

Voir programme : <http://www.cress-bourgogne.org/actualites/actu-cress/colloque-national-sur-les-services-personne-392.html>

✓ 25 octobre 2007

Les Jeudis des services à la personne à Paris (75) « Adapter et développer les compétences de ses salariés »

De 18 heures à 20 heures à l'ISRP - 9bis rue du Bouquet de Longchamp 75116 Paris

Contact : Dominique Pozzo Di Borgo - dpozzodiborgo@agefos-pme.com
Tél : 0826 301 311

✓ 25 – 26 octobre 2007

Congrès de l'UNA à Strasbourg (67)

Ce rendez vous qui s'adresse aux professionnels est également le moment de faire le point sur les évolutions législatives sociales et économiques.

Pour plus de détails : <http://congres.una.fr/page.php?R=2>